



**Conseil Économique  
et Social**

Distr.  
GÉNÉRALE

E/CN.4/1999/SR.2  
31 mars 1999

Original : FRANÇAIS

---

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME

Cinquante-cinquième session

COMPTE RENDU ANALYTIQUE DE LA 2ème SÉANCE

tenue au Palais des Nations, à Genève,  
le mardi 23 mars 1999, à 10 heures

Président : Mme ANDERSON (Irlande)

SOMMAIRE

DÉCLARATION DE M. URAL LATYPOV, MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES  
ET VICE-PREMIER MINISTRE DE LA RÉPUBLIQUE DU BÉLARUS

DÉCLARATION DE M. JOSHKA FISCHER, MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DE  
LA RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE D'ALLEMAGNE

DÉCLARATION DE M. MATÉ GRANIĆ, VICE-PREMIER MINISTRE ET MINISTRE DES AFFAIRES  
ÉTRANGÈRES DE LA RÉPUBLIQUE DE CROATIE

DÉCLARATION DE M. BRONISLAW GEREMEK, MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DE  
LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE

---

Le présent compte rendu est sujet à rectifications.

Les rectifications doivent être rédigées dans l'une des langues de travail. Elles doivent être présentées dans un mémorandum et être également incorporées à un exemplaire du compte rendu. Il convient de les adresser, une semaine au plus tard à compter de la date du présent document, à la Section d'édition des documents officiels, bureau E.4108, Palais des Nations, Genève.

Les rectifications aux comptes rendus des séances publiques de la Commission seront groupées dans un rectificatif unique qui sera publié peu après la session.

GE.99-11638 (F)

DÉCLARATION DE M. MARTIN PALOUS, VICE-MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DE  
LA RÉPUBLIQUE TCHÈQUE

DÉCLARATION DE M. AYALA LASSO, MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DE  
LA RÉPUBLIQUE DE L'ÉQUATEUR

DÉCLARATION DE M. JEAN-MARTIN MBEMBA, MINISTRE DE LA JUSTICE DE LA RÉPUBLIQUE  
DU CONGO

ORGANISATION DES TRAVAUX DE LA SESSION

La séance est ouverte à 10 heures.

DÉCLARATION DE M. URAL LATYPOV, MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET  
VICE-PREMIER MINISTRE DE LA RÉPUBLIQUE DU BÉLARUS

1. M. LATYPOV (Bélarus) affirme l'attachement de la République du Bélarus aux valeurs des droits de l'homme, mais insiste sur le fait que le rythme de réalisation des droits de l'homme est nécessairement fonction des mentalités, des traditions et des conditions politiques et économiques de chaque pays. Au Bélarus, le passage à l'économie de marché et à un système politique pluraliste se fait progressivement, non sans difficultés, mais avec le soutien de la population. Le Bélarus est un des rares pays de l'ancienne sphère soviétique où la paix civile a été préservée. Il est donc regrettable que, au mépris de toute objectivité, certains États inscrivent le Bélarus sur la liste noire des pays qui violent les droits de l'homme alors que c'est un État multinational où tous les citoyens jouissent de droits égaux, un État pluriconfessionnel où la liberté du culte est garantie, un État qui ne connaît ni conflit interne ni guerre à ses frontières, et dans lequel le taux de criminalité est faible. D'ailleurs, il attire de plus en plus de réfugiés d'autres pays et l'immigration clandestine est en train d'y devenir un réel problème.

2. Le Gouvernement bélarussien aspire à entretenir des relations objectives, honnêtes et justes avec la communauté internationale. En 1997, il a reçu, à sa demande, le Rapporteur spécial sur le droit à la liberté d'opinion et d'expression et il prévoit d'inviter en 1999 le Rapporteur spécial sur l'intolérance religieuse. Depuis février 1998, un groupe d'observateurs de l'OCSE est présent à Minsk. Le travail accompli avec ce groupe dans le domaine législatif a été satisfaisant et enrichissant, même si le Parlement n'a pas retenu toutes ses propositions.

3. Historiquement et géographiquement, le Bélarus fait partie de l'Europe et il ne s'imagine pas hors de la maison Europe et de ses valeurs. Il est partie aux principaux instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme. Cela étant, les autorités bélarussiennes ne partagent pas l'avis largement répandu selon lequel le processus de codification du droit international des droits de l'homme doit être considéré comme achevé. Il est évident que la ratification universelle d'instruments internationaux essentiels dans le domaine des droits de l'homme ne suffit pas à garantir des droits fondamentaux comme le droit à un environnement sain et le droit à un développement durable, ou l'élimination de la pauvreté.

4. Au Bélarus, les questions liées à l'environnement ne sont pas seulement théoriques puisque des centaines de milliers de personnes souffrent encore des effets de la catastrophe de Tchernobyl. Alors que, au nom des droits de l'homme, des citoyens de pays comme l'Allemagne ou la Belgique aident les victimes de Tchernobyl au Bélarus, on comprend mal ceux qui, au nom de ces mêmes droits, limitent leur coopération politique et économique avec le Bélarus. Le Gouvernement bélarussien est convaincu que seule une approche constructive et équilibrée de la protection des droits de l'homme peut être fructueuse. Il approuve la Déclaration sur les défenseurs des droits de l'homme ainsi que la Déclaration sur le droit au développement. Il a répondu avec intérêt à l'initiative conjointe de la Haut-Commissaire des Nations Unies

aux droits de l'homme et du Directeur général de l'UNESCO en faveur d'un renforcement de la formation dans le domaine des droits de l'homme; il vient de mettre au point un plan de cinq ans sur l'enseignement des droits de l'homme.

5. Les élections municipales, qui doivent se tenir le 4 avril, seront une étape importante sur la voie de la démocratisation du pays et ouvriront une période électorale de trois ans, puisque en 2000 auront lieu les élections législatives puis, en 2001, les élections présidentielles. Des observateurs internationaux ont été invités à y assister. La nouvelle loi sur les élections municipales servira de modèle au futur code électoral. Les élections aux conseils municipaux suscitent un intérêt considérable, comme en témoigne le fait que plus de 27 000 personnes sont candidates.

6. En conclusion, M. Latypov dit que la République du Bélarus est consciente que beaucoup reste à faire en matière de droits de l'homme, mais reste ouverte à une coopération constructive.

DÉCLARATION DE M. JOSHKA FISCHER, MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DE LA RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE D'ALLEMAGNE

7. M. FISCHER (Allemagne), s'exprimant au nom des pays membres de l'Union européenne, des pays d'Europe centrale et orientale associés à l'Union européenne et de Chypre, note que, même si de plus en plus de personnes vivent sous un régime démocratique et si l'importance des droits de l'homme est de plus en plus largement reconnue, des violations de ces droits se produisent toujours dans de nombreux pays. Selon Amnesty International, des assassinats sont commis sur ordre du Gouvernement dans 55 pays et il y a des prisonniers politiques dans 87 pays. Les femmes, les enfants, les personnes âgées et les réfugiés sont les premières victimes des guerres et des conflits. La population civile est la cible d'actes de violence incontrôlés non seulement dans de nombreuses régions d'Afrique centrale et d'Asie mais aussi en Europe. Le massacre commis à Racak, au Kosovo, a été qualifié à juste titre de crime contre l'humanité. La situation dans cette région est explosive et M. Fischer exhorte le Gouvernement yougoslave à signer, comme les Albanais du Kosovo, le plan de paix établi par le Groupe de contact avant qu'il ne soit trop tard.

8. On constate ces dernières années que les droits de l'homme revêtent une importance beaucoup plus grande en politique étrangère. La raison à cela est double : premièrement, les guerres et conflits de l'époque actuelle sont davantage engendrés par des tensions internes que par des tensions entre États. Il s'ensuit que les droits de l'individu seront de plus en plus un élément central de la définition de la sécurité telle que l'entend la communauté internationale, alors qu'auparavant celle-ci se préoccupait davantage des intérêts nationaux. Étant donné que les démocraties dotées d'une société civile forte se font rarement la guerre, la promotion de la démocratie et des droits de l'homme apparaît comme le meilleur moyen de préserver la paix. Deuxièmement, la réussite économique ne dure pas si les droits de l'homme ne sont pas respectés et si l'état de droit n'est pas constitutionnellement garanti. Telle est la leçon à tirer de la crise asiatique. Les efforts déployés par les pays pauvres pour stimuler leur développement économique seront vains s'ils renoncent à la démocratie et aux droits de l'homme. Comme l'a démontré le Professeur Amartya Sen, lauréat du

prix Nobel d'économie, les famines sont moins fréquentes dans les démocraties que dans les dictatures. Une bonne gouvernance fondée sur le respect des droits de l'homme, la séparation des pouvoirs et des structures juridiques et constitutionnelles démocratiques opérationnelles est indispensable au développement économique. Tous ces éléments alimenteront sans doute le débat sur le droit au développement.

9. Alors que le monde est de plus en plus interdépendant, les droits de l'homme ne relèvent plus seulement des affaires intérieures ou des spécificités culturelles. Il importe aujourd'hui de renforcer l'universalité des droits de l'homme. À cet égard, l'adoption du Statut de la Cour pénale internationale a été un grand pas en avant et tous les États devraient signer et ratifier rapidement ce statut pour que la Cour puisse être effectivement mise en place et que les victimes de violations obtiennent réparation. À cet égard, les États de l'Union européenne considèrent que la peine de mort n'est justifiable ni éthiquement ni juridiquement, et ne s'est pas révélée un moyen efficace de lutter contre la criminalité. C'est pourquoi, pour la première fois, ils présenteront une résolution conjointe sur la peine de mort tendant à empêcher au moins l'exécution des mineurs et des malades mentaux, l'application de la peine de mort avant l'achèvement des procédures engagées, et l'extradition de personnes vers des pays où la peine de mort est en vigueur.

10. Dans l'avenir, une priorité spéciale devra être accordée aux droits des femmes. En effet, l'égalité des sexes reste une utopie dans de nombreux pays où les femmes sont victimes de discrimination et de violence ou de pratiques déplorables telles que les mutilations génitales, qui devraient être interdites par la loi dans toutes les sociétés car rien, pas même une tradition culturelle, ne doit porter atteinte au droit à l'intégrité physique. Il faut se féliciter à cet égard de l'adoption récente par la Commission de la condition de la femme du Protocole facultatif à la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, qui permettra aux femmes de porter individuellement plainte devant une instance internationale, et espérer que ce protocole entrera rapidement en vigueur. Il conviendrait également que les travaux d'élaboration des protocoles facultatifs concernant l'implication d'enfants dans les conflits armés, la vente d'enfants et la prostitution des enfants aboutissent enfin.

11. L'Union européenne a l'intention d'élaborer pour la première fois avant la fin de l'année 1999 son propre rapport sur les droits de l'homme afin de rendre sa politique dans ce domaine plus transparente et de traiter de points ou de pays particuliers. Sur le plan interne, elle renforcera son appui à la cause des droits de l'homme. Ainsi, conformément au Traité d'Amsterdam, l'entrée dans l'Union européenne sera subordonnée au respect des droits de l'homme, de la démocratie et de la légalité, et les droits des États membres pourraient être limités si ces critères ne sont pas observés. L'Union européenne a mis en place à Vienne un centre européen de surveillance du racisme et de la xénophobie et étudie la possibilité d'élaborer une charte européenne des droits fondamentaux. Ayant pu constater directement l'utilité de l'action des groupes de défense des droits de l'homme dans certains pays, elle continuera inlassablement à appuyer les démocrates et les militants des droits de l'homme partout où ils sont opprimés.

12. Ainsi, elle juge inacceptables les lourdes peines imposées en Chine à des militants des droits civils qui ne faisaient qu'exercer les droits garantis par la Déclaration universelle des droits de l'homme et le Pacte international relatif aux droits civils et politiques signé par la Chine en 1998. D'une manière générale, la situation des droits de l'homme en Chine, où la peine de mort est trop fréquemment prononcée et l'internement administratif est pratique courante, n'est pas conforme aux normes internationales établies. Bien que la Chine ait déjà fait des progrès sur la voie de la modernisation, l'Union européenne reste convaincue que l'octroi de droits démocratiques et non leur déni est la seule condition d'un développement durable. Elle est préoccupée également par la situation des minorités, et en particulier par la situation au Tibet. Elle invite donc instamment le Gouvernement chinois à faire en sorte que les progrès accomplis au niveau international soient suivis d'améliorations concrètes sur le plan du respect des droits de l'homme, de la démocratie et de la primauté du droit. L'Union européenne est prête pour sa part à engager un dialogue plus axé sur les droits de l'homme et à poursuivre son programme de coopération à l'appui de ce processus.

13. L'application d'une politique de prévention dans le domaine des droits de l'homme est une tâche essentielle à laquelle s'est attelé avec succès le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, notamment dans le cadre du programme de services consultatifs et de coopération technique. L'Union européenne appuie donc énergiquement ces activités, sur le plan matériel comme sur d'autres plans. En outre, consciente des effets souvent bénéfiques de l'action de nombreuses organisations non gouvernementales de défense des droits de l'homme, l'Union européenne est disposée à renforcer encore son dialogue avec ces organisations. Il faudrait cependant que, dans l'avenir, d'autres acteurs de la société civile, en particulier les entreprises, reconnaissent de plus en plus le lien qui existe entre les droits de l'homme et un développement durable, et apportent leur contribution à la protection des droits de l'homme. Il est indispensable que le processus déjà engagé dans ce sens se poursuive et se renforce.

14. Pour conclure, M. Fischer insiste sur le fait que si les Européens ne cessent d'affirmer que le déni des droits de l'homme est inacceptable et qu'ils essaieront de promouvoir l'instauration de la paix et de la démocratie dans le monde entier, ce n'est pas par arrogance ou pour imposer leurs valeurs à d'autres pays. Leur but est de faire mieux appliquer les normes relatives aux droits de l'homme internationalement reconnues dans le monde entier, et tous les participants à la session de la Commission devront concentrer leurs efforts sur les moyens d'atteindre cet objectif commun.

DÉCLARATION DE M. MATE GRANIĆ, VICE-PREMIER MINISTRE ET MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DE LA RÉPUBLIQUE DE CROATIE

15. M. GRANIĆ (Croatie) dit que la célébration du cinquantième anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme et l'évaluation quinquennale de l'application de la Déclaration et du Programme d'action de Vienne ont été l'occasion de faire le bilan de la situation des droits de l'homme dans le monde entier. Il a été généralement reconnu que si des progrès avaient déjà été accomplis, il restait encore beaucoup à faire dans ce domaine. Il faut espérer que chacun fasse en sorte que le XXI<sup>e</sup> siècle devienne

véritablement le "siècle des droits de l'homme". La Commission des droits de l'homme peut jouer un rôle crucial à cet égard, compte tenu de l'importance de son action en matière de protection et de promotion des droits de l'homme.

16. M. Granić appelle ensuite l'attention sur les progrès réalisés dans le domaine des droits de l'homme et dans d'autres domaines connexes en Croatie. La situation en matière de sécurité s'améliore, notamment dans la région croate du Danube et dans d'autres régions précédemment occupées, mis à part quelques incidents isolés. La Commission nationale chargée de l'instauration de mesures de confiance, seul organe de ce type existant dans l'ex-Yougoslavie, règle avec succès les problèmes qui se présentent en particulier au niveau local. Le Gouvernement croate fait en outre tout son possible pour accélérer le processus de retour dans leurs foyers de tous les réfugiés et déplacés. C'est ainsi que 56 000 personnes au total sont rentrées à ce jour de la République fédérale de Yougoslavie, de la Bosnie-Herzégovine et de la région croate du Danube. La Croatie a besoin cependant de l'aide internationale pour faciliter ce processus de retour ainsi que pour reconstruire le pays et relancer son économie.

17. La Croatie a toujours entretenu de bonnes relations avec tous les rapporteurs spéciaux sur la situation des droits de l'homme dans le territoire de l'ex-Yougoslavie qui se sont succédé, y compris avec le dernier en date, M. Jiri Dienstbier, qui s'est déjà rendu à deux reprises dans le pays. Le Gouvernement croate note cependant avec regret qu'il n'a jamais été fait mention des efforts de la Croatie pour appliquer les recommandations du Rapporteur. Le mandat de ce dernier est automatiquement prolongé sans qu'il soit procédé à un examen approfondi de la situation des droits de l'homme dans chacun des trois pays considérés. Or la Croatie est le seul de ces pays à être membre du Conseil de l'Europe; elle est par conséquent assujettie au contrôle du puissant mécanisme de protection des droits de l'homme que constitue la Cour européenne des droits de l'homme. Le Gouvernement croate déplore que la communauté internationale n'en tienne pratiquement aucun compte et en particulier, qu'en dépit des nombreuses différences qui existent entre eux du point de vue du respect de la démocratie et des droits de l'homme, ces trois pays continuent de ne pas faire l'objet d'une approche distincte de la part du Rapporteur spécial. Il faut espérer que ce sera le cas avec la mise en place, dans un avenir proche, du projet d'assistance technique et de coopération du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme en Croatie, qui marque le début du passage progressif des activités de suivi à une action concrète du Haut-Commissariat pour promouvoir et protéger les droits de l'homme en Croatie. Des pourparlers ont déjà été engagés pour définir le statut juridique du Bureau régional du Haut-Commissariat à Zagreb, et devraient aboutir à un accord entre la Croatie et la Haut-Commissaire aux droits de l'homme en mai lors de la visite de cette dernière en Croatie.

18. La Croatie a toujours été ouverte à toutes les formes de coopération, non seulement avec l'ONU mais avec d'autres organisations régionales, notamment l'OSCE et le Conseil de l'Europe, et des organisations non gouvernementales. Elle insiste à cet égard sur la nécessité d'améliorer la coordination entre ces différentes organisations pour éviter les doubles emplois. De plus, la Croatie a signé et ratifié tous les instruments relatifs aux droits de l'homme pertinents, qu'ils soient internationaux ou régionaux. Sur le plan interne, une cour constitutionnelle a été établie en vertu de la

Constitution croate pour examiner les requêtes constitutionnelles présentées par des individus et des groupes, qui s'estiment victimes d'une violation de leurs droits de l'homme par des décisions d'organes administratifs. Le Gouvernement croate a également institué en 1996 un groupe de travail chargé de vérifier la compatibilité de la législation croate avec les dispositions de la Convention européenne des droits de l'homme et ses protocoles afin de la rendre plus conforme aux normes européennes déjà consacrées. Sur la recommandation de ce groupe de travail, le Gouvernement croate a demandé au Conseil de l'Europe de lui fournir l'assistance d'experts pour rédiger les lois. Divers autres organes ont été créés pour protéger les droits de l'homme, notamment le Comité national pour l'éducation dans le domaine des droits de l'homme qui a mis au point un programme d'éducation aux droits de l'homme qui sera prochainement appliqué dans tous les établissements d'enseignement et qui a été jugé exemplaire par les experts du Conseil de l'Europe.

19. Comme tous les autres États membres, la Croatie a aussi commémoré le cinquantième anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme, par diverses manifestations auxquelles ont participé un grand nombre de personnes, d'institutions nationales pour les droits de l'homme, d'universitaires, de minorités nationales et des ONG. Il convient de souligner à cet égard qu'il existe actuellement en Croatie 1 305 ONG nationales et 48 ONG internationales ainsi que 14 000 ONG locales. Le Gouvernement croate a mis en place un bureau de coopération avec les ONG et organisé diverses manifestations au cours desquelles celles-ci ont pu présenter leurs programmes d'activités dans divers domaines (protection sociale, aide humanitaire, promotion des droits de l'homme).

20. Par ailleurs, la Croatie coopère avec le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie et son bureau à Zagreb depuis sa création, mais en particulier depuis la promulgation en 1996 de la loi constitutionnelle sur la coopération avec le Tribunal. La Croatie a extradé toutes les personnes soupçonnées de crimes de guerre qui se trouvaient sur son territoire et a facilité le déferrement au tribunal de 10 Croates de Bosnie.

21. M. Granić conclut sa déclaration en soulignant à nouveau l'importance du rôle de la Commission des droits de l'homme dans la mise en oeuvre, la protection et la promotion des droits de l'homme et l'immense responsabilité qui incombe à tous de faire le maximum, au seuil du nouveau millénaire, pour que chacun, partout dans le monde, puisse exercer librement ses droits.

DÉCLARATION DE M. BRONISLAW GEREMEK, MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DE LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE

22. M. GEREMEK (Pologne) note que tout a déjà été dit sur les droits de l'homme et qu'il est difficile de mener un débat sérieux sur cette question. En effet, les régimes qui violent chaque jour ces droits assurent hypocritement que leur politique vise à garantir leur respect, et on entend encore dire que les droits de l'homme ne sont qu'une invention européenne et que toute tentative pour les imposer dans d'autres parties du monde est un acte d'impérialisme culturel. Or il n'est pas de culture humaine digne de ce nom qui nierait le fait que tous les hommes naissent libres et égaux en dignité et en droits. Il est inutile en fait de débattre de la légalité des



droits de l'homme car l'histoire montre clairement que ces derniers sont de plus en plus respectés dans un nombre de plus en plus grand de pays. Il convient de saluer à ce propos le retour du Nigéria au sein de la famille des États démocratiques, car la démocratie favorise immuablement le respect des droits de l'homme même si elle ne les garantit pas elle-même. Cet exemple démontre également l'importance de la solidarité internationale puisque sans la lutte héroïque des défenseurs nigériens des droits de l'homme et sans le soutien international qu'ils ont obtenu notamment de l'ONU, ce pays serait toujours soumis à une dictature militaire.

23. Il importe de souligner que la violation des droits de l'homme n'est pas une affaire intérieure à un État quelconque; c'est une affaire interne à l'humanité tout entière et l'humanité a donc le droit de s'immiscer dans ses propres affaires. En effet, les États où les droits de l'homme sont respectés ne font pas la guerre, ne connaissent pas la faim et savent aider les autres. Il est donc de l'intérêt de tous d'avoir de tels États pour voisins. Il apparaît clairement 60 ans après la guerre déclenchée par un régime totalitaire et 10 ans après la défaite d'un autre régime totalitaire que celui qui s'attaque aux droits d'un homme quel qu'il soit, porte atteinte à la sécurité de tous les hommes. C'est la raison pour laquelle les droits civils et politiques ont tant progressé au cours des dernières décennies. Cependant, si le respect des droits politiques est une condition nécessaire, ce n'est pas une condition suffisante pour assurer le progrès économique et social. La solidarité internationale pour promouvoir les droits économiques et sociaux apparaît donc impérative. Sans cette solidarité, en effet la voix des plus faibles se fera de moins en moins entendre et les enclaves de pauvreté ou d'asservissement ne pourront pas disparaître. Il convient également de rappeler aux régimes totalitaires qui subsistent que la conciliation est la seule voie qui permette même aux vaincus de remporter une victoire. Il ne faut pas croire cependant que la défense des droits de l'homme cesse avec l'avènement de la démocratie car des violations des droits de l'homme sont commises aussi dans des États démocratiques. Il suffit de rappeler les problèmes que connaissent certaines minorités nationales, religieuses, ethniques ou sexuelles dans certains pays d'Europe occidentale et d'Amérique du Nord et l'intolérance manifestée à l'égard des Roms et des Sintis en Europe centrale et orientale, y compris en Pologne. La lutte pour les droits de l'homme est un processus qui ne s'achève jamais.

24. Les droits de l'homme sont menacés de nos jours par le phénomène de la mondialisation, qui engendre dans certains pays l'exclusion, la pauvreté et le sous-développement durable. L'ONU doit engager une action préventive dans ce domaine. Elle doit établir les règles qui permettront de réduire au minimum les effets négatifs secondaires de la mondialisation et d'en optimiser les effets positifs pour satisfaire les besoins de tous, et améliorer la situation des droits de l'homme partout dans le monde. La promotion d'un dialogue international permanent sur la protection des droits de l'homme, la mise en place de mécanismes permettant de veiller au respect des engagements internationaux et l'accroissement de l'assistance technique offerte par les pays plus expérimentés aux pays dépourvus de moyens appropriés, tels devraient être les objectifs fondamentaux de l'ONU dans le domaine des droits de l'homme. La Commission doit jouer un rôle essentiel dans leur réalisation. Elle doit donc adapter constamment ses procédures à l'évolution de la situation et modifier ses méthodes de travail pour que plus jamais un État

soupçonné par la communauté internationale de ne pas respecter les droits de l'homme puisse faire en sorte que la Commission ne soit pas saisie de la question. Dans le cadre de la réforme de l'ONU proposée par le Secrétaire général, l'attention doit être axée sur le renforcement de l'action préventive de la Commission et le Haut-Commissariat aux droits de l'homme doit disposer à cette fin de toutes les ressources financières et humaines nécessaires.

25. Lorsqu'elle a assumé la présidence de l'OSCE en 1998, la Pologne était déterminée à veiller au respect des droits de l'homme sur le continent européen, car elle était convaincue que seule l'Europe des droits de l'homme serait une Europe sûre. Il est regrettable qu'aujourd'hui il n'en soit rien et qu'une nouvelle guerre risque d'éclater à la suite du conflit au Kosovo. La Pologne voudrait donc rappeler aux autorités yougoslaves que seul le dialogue politique peut permettre d'aboutir à une solution juste et qu'une lourde responsabilité leur incombe à cet égard. Quant à la communauté internationale, elle doit non seulement énoncer les valeurs fondamentales mais montrer qu'elle est capable de les défendre, au Kosovo comme partout ailleurs.

DÉCLARATION DE M. MARTIN PALOUS, VICE-MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DE LA RÉPUBLIQUE TCHÈQUE

26. M. PALOUS (République tchèque) note que l'ordre du jour de la Commission est très ambitieux en termes de portée et de complexité, ce qui témoigne de l'importance cruciale de la question des droits de l'homme pour l'ensemble du système des Nations Unies tout en mettant en relief les responsabilités de tous les membres de la Commission. Lors de la précédente session, le Président de la République tchèque, M. Vaclav Havel, avait fait devant la Commission, à l'occasion du cinquantième anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme, une déclaration dans laquelle il soulignait notamment que la prise en considération des principes relatifs aux droits de l'homme dans les relations politiques avait contribué à mettre fin à la division bipolaire du monde. Il avait également fait observer que la mondialisation exigeait une approche politique des droits de l'homme cohérente et engagée, fondée sur le principe de l'indivisibilité et de l'universalité de ces droits. S'étant interrogé sur le sens même du concept des droits de l'homme, il en était venu à la conclusion qu'il s'agissait d'une chose que tous peuvent partager et qui constitue le fondement de la dignité humaine. Ces idées simples, qui ont présidé à l'adoption de la Charte 77 au cours des années les plus sombres du régime totalitaire en Tchécoslovaquie, éclairent la position que la délégation tchèque entend défendre tout au long de la session en cours, position qui s'appuie sur les principaux instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme régissant les relations entre les individus et l'État.

27. De toute façon, quelle que soit l'issue du débat en cours sur la teneur du concept des droits de l'homme au XXI<sup>e</sup> siècle, ceux qui veulent être considérés comme des partenaires sérieux et fiables de l'action en faveur des droits de l'homme dans le monde doivent, d'une part, s'efforcer activement de faire respecter ces droits dans leur pays et, d'autre part, accepter la supervision des instances internationales et toute critique éventuelle. Le Gouvernement tchèque est conscient que la situation des droits de l'homme en République tchèque n'est pas parfaite, notamment en raison d'un lourd héritage historique et de difficultés liées au processus de transition. Toutefois, ces carences, qui concernent surtout la protection des droits des

minorités ethniques, des Roms en particulier, peuvent paradoxalement se révéler un formidable tremplin pour le lancement d'une politique engagée et ouverte en faveur des droits de l'homme. Conscient des difficultés associées au changement de la législation et des mentalités dans ce domaine, le Gouvernement tchèque apprécie sincèrement toute forme de coopération internationale sur ces questions.

28. L'internationalisation des droits de l'homme, qui représente l'acquis le plus important du processus engagé avec l'émergence du système des Nations Unies, s'est accompagnée de nouvelles voies de communication entre les représentants des gouvernements des États membres et ceux qui ont choisi de contribuer au débat sur les droits de l'homme en qualité de pionniers et de champions de l'action internationale depuis la base. De longues années d'oppression et d'absence de liberté ont conduit ces Tchèques à tenir en haute estime toute expression de critique formulée par la communauté internationale et les incitent à se porter sans hésitation à la défense de tous ceux qui peuvent se trouver dans la même situation, sans toutefois s'ériger en arbitre ni en juge. C'est par respect pour ces principes de renforcement et de promotion d'un dialogue international ouvert et franc, et non par esprit d'affrontement que la délégation tchèque a décidé, après mûre réflexion, de présenter un projet de résolution sur la situation des droits de l'homme dans un pays déterminé. Elle est en effet convaincue que la quête de valeurs communes est la seule démarche susceptible d'assurer la paix mondiale au XXI<sup>e</sup> siècle.

DÉCLARATION DE M. JOSE AYALA LASSO, MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DE LA RÉPUBLIQUE DE L'ÉQUATEUR

29. M. AYALA LASSO (Équateur) rappelle qu'il a eu l'honneur de participer à la mise en place du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme en tant que Premier Haut-Commissaire aux droits de l'homme. Le Haut-Commissariat a traduit dans les faits la volonté du Secrétaire général de l'ONU de voir la défense et la promotion des droits de l'homme figurer au coeur des préoccupations de l'Organisation. Il convient à ce propos de rendre hommage à Mme Robinson pour la grande compétence et l'infatigable énergie avec lesquelles elle s'acquitte de sa mission.

30. M. Ayala Lasso indique ensuite qu'en 1997, alors que le Haut-Commissariat reposait déjà sur de solides fondations, il a décidé de regagner son pays afin de contribuer, à la demande du Président de la République de l'Équateur, aux efforts de paix déployés pour résoudre le différend territorial qui opposait, depuis plus d'un siècle, l'Équateur et le Pérou. Il a l'honneur d'informer la Commission des droits de l'homme qu'un accord de paix a été conclu entre les deux pays le 26 octobre 1998, c'est-à-dire l'année du cinquantenaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme.

31. L'Équateur doit malheureusement faire face actuellement à de graves problèmes d'ordre économique. Il faudrait à cet égard examiner le rôle joué par les institutions financières internationales et réglementer les flux financiers internationaux afin qu'ils ne nuisent ni aux investissements dans les pays touchés par la crise ni à la circulation des capitaux non spéculatifs.

32. S'agissant de la situation des droits de l'homme en Équateur, on peut dire que l'État parvient, dans une large mesure, à faire respecter la primauté du droit, comme en témoignent les sanctions infligées aux membres de la force publique ayant violé les droits de l'homme ainsi que la réparation accordée aux victimes de ces violations lorsque la justice a établi que la responsabilité de l'État était engagée. Par ailleurs, l'Équateur s'est doté pour la première fois d'un plan national en faveur des droits de l'homme, à l'élaboration duquel la société civile a été étroitement associée et qui vise à protéger les droits des groupes les plus vulnérables de la population. Ce plan a été qualifié d'exemplaire par une délégation du Haut-Commissariat aux droits de l'homme.

33. En ce qui concerne la Commission des droits de l'homme, l'Équateur accueille très favorablement le rapport du bureau de la cinquante-quatrième session sur la rationalisation des travaux de la Commission (E/CN.4/1999/104), à la préparation duquel il a participé en tant que membre de ce bureau. L'Équateur souhaite par ailleurs que la Commission appuie les recommandations du Groupe de travail intergouvernemental d'experts sur les droits de l'homme des migrants et charge un Rapporteur spécial d'étudier cette question. D'autre part, l'Équateur déplore la recrudescence du racisme et souhaite contribuer au succès de la Conférence mondiale contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée.

34. Le Gouvernement équatorien continuera d'oeuvrer activement, en collaboration avec les institutions internationales et les organisations non gouvernementales, à une véritable protection des droits de l'homme en Équateur et dans le monde entier.

DÉCLARATION DE M. JEAN-MARTIN MBEMBA, MINISTRE DE LA JUSTICE DE LA RÉPUBLIQUE DU CONGO

35. M. MBEMBA (Congo) dit qu'en 1992, la population congolaise était convaincue que la mise en place d'un régime démocratiquement élu signifiait la fin du monopartisme, du tribalisme, de l'intolérance et des violences politiques et que le pays allait s'engager résolument sur la voie du développement. C'est dans ce climat de paix, d'unité nationale et de reconstruction que M. Lissouba a été élu démocratiquement à la présidence de la République.

36. Or, M. Lissouba a, pendant les cinq années de son mandat, mis fin aux espoirs qu'avait fait naître la transition démocratique, en violant systématiquement la Constitution, les droits civils, politiques, économiques, sociaux et culturels ainsi que le droit international humanitaire : dissolution de l'Assemblée nationale démocratiquement élue; désorganisation de la force publique et création de milices privées; atteintes répétées à la liberté de la presse; entraves à l'exercice du droit syndical; persécutions des opposants; dilapidation du patrimoine national et détournement des fonds publics; purification ethnique; mépris affiché à l'égard des organisations panafricaines et internationales; et par-dessus tout tortures, exécutions sommaires et guerres civiles. Les victimes de la politique sanglante menée par M. Lissouba se comptent par milliers. Le 30 novembre 1992, la garde présidentielle a ouvert le feu sur des personnes qui manifestaient pacifiquement, faisant trois morts et de nombreux blessés. Les deux guerres

civiles provoquées par M. Lissouba en novembre 1993 et en juin 1997 ont fait respectivement au moins 2 000 et 15 000 morts.

37. Le Gouvernement actuel s'efforce, depuis juin 1997, de rétablir les droits de l'homme et les libertés fondamentales. Il a notamment permis aux personnes déplacées de force par le régime précédent de regagner leur domicile, a réintégré à leur poste des syndicalistes exilés, a lancé un appel solennel aux miliciens pour qu'ils déposent leurs armes sans craindre des représailles d'aucune sorte, a versé les contributions que l'État devait aux organisations internationales et a ratifié plusieurs conventions et traités internationaux.

38. Malheureusement, la situation sociale, politique et militaire du pays s'est dégradée ces derniers mois à cause des exactions commises par les milices de M. Kolelas et les bandes armées de M. Lissouba. Celles-ci ont par exemple pris d'assaut le barrage hydroélectrique de Moukou Koulou privant ainsi d'eau et d'électricité des hôpitaux et de nombreuses localités et pris en otage des milliers de personnes réfugiées dans les forêts et les villages et qui sont privées de nourriture et de soins.

39. Le Gouvernement congolais veut la réconciliation nationale et est disposé, pour atteindre cet objectif, à engager des négociations. Il estime toutefois que la restauration de la paix passe par la restitution à la force publique des armes de toutes les milices ainsi que par la cessation des pillages. Or, il sait que M. Lissouba fomenté, depuis la Grande-Bretagne où il a obtenu l'asile, "un coup d'État qui pourrait faire des milliers de morts" ainsi qu'il ressort d'un article paru dans le journal *The Mirror* du 8 mars 1999. C'est pourquoi le Gouvernement de la République du Congo lance un appel aux institutions internationales pour qu'elles l'aident à rétablir l'état de droit et à organiser des élections libres et démocratiques dans des délais raisonnables.

ORGANISATION DES TRAVAUX DE LA SESSION (point 3 de l'ordre du jour)  
(E/CN.4/1999/2, 109; E/CN.4/1998/CRP.4)

40. La PRÉSIDENTE dit que le Bureau a établi un projet de programme de travail, qui sera soumis à l'approbation de la Commission dans les jours qui viennent, lorsque celle-ci aura eu le temps d'en prendre connaissance. En ce qui concerne la conduite des débats, le Bureau propose d'appliquer la plupart des décisions adoptées à la session précédente, notamment celles qui ont trait au temps de parole alloué aux différentes catégories d'orateurs, à la soumission des projets de résolution, à l'ouverture et à la clôture de la liste des orateurs, à la règle du quorum et à l'exercice du droit de réponse. Il est précisé à ce propos que toutes les interventions au titre du droit de réponse seront faites à la fin de la journée ou à la fin du débat général sur le point pertinent de l'ordre du jour, à la discrétion de la présidence.

41. Le secrétariat distribuera par ailleurs la liste des personnes - rapporteurs, représentants spéciaux et présidents des groupes de travail de la Commission et représentants d'autres organes de l'ONU - invitées à participer aux débats de la Commission à l'occasion de l'examen de certains points. La Présidente invite les membres de la Commission à formuler leurs observations sur les propositions du bureau.

42. M. ALFONSO MARTINEZ (Cuba) approuve les règles proposées par le bureau à l'exception de celle concernant l'exercice du droit de réponse. Il souhaiterait plus de souplesse à cet égard de sorte qu'un droit de réponse puisse être exercé non seulement à la fin de la journée ou à la fin du débat général sur un point donné, mais aussi à la fin de la séance pendant laquelle la déclaration donnant lieu au droit de réponse a été faite.

43. M. DE ICAZA (Mexique) s'associe à la remarque faite par le représentant de Cuba et souligne que l'article 45 du règlement intérieur des commissions techniques du Conseil économique et social prévoit que le droit de réponse est accordé par le Président au représentant de tout membre qui le demande et que les représentants devraient s'efforcer d'intervenir de préférence à la fin de la séance à laquelle ce droit est demandé.

44. M. SINGH (Inde), fait observer, d'une part, que toute proposition émise par le bureau doit être soumise à la Commission pour approbation et, d'autre part, que les règles appliquées lors d'une session ne s'imposent pas nécessairement à la session suivante.

45. La PRÉSIDENTE dit que le bureau connaît bien le règlement intérieur et que, en proposant certaines règles, il souhaite seulement améliorer le déroulement des débats. Comprenant qu'il est important que la délégation visée par un droit de réponse soit présente lors de l'exercice de ce droit, elle dit que la présidence utilisera la faculté discrétionnaire qui lui est reconnue pour accorder aux délégations qui le souhaitent la possibilité d'exercer leur droit de réponse à la fin de la séance à laquelle ce droit est demandé. S'il n'y a pas d'autre objection, elle considérera que la Commission approuve les propositions du bureau.

46. Il en est ainsi décidé.

47. M. PALIHAKKARA (Sri Lanka), s'exprimant au nom du Groupe asiatique, dit que celui-ci souhaite que les mesures décidées l'année précédente en vue de mieux gérer le temps, de limiter les séances supplémentaires, de faciliter la participation des ONG conformément aux résolutions pertinentes du Conseil économique et social et, surtout, de créer une atmosphère propice au dialogue et à la compréhension soient reconduites et renforcées pendant la session en cours. Le Groupe asiatique se félicite par ailleurs de la poursuite de la pratique du "bureau élargi" consistant à associer les coordonnateurs des groupes régionaux aux réunions du bureau et espère que la fréquence de ces réunions augmentera et que les groupes régionaux pourront bénéficier des mêmes facilités que l'année précédente.

48. En ce qui concerne la participation des ONG à la Commission, un consensus semble se faire jour sur les moyens à mettre en oeuvre pour clarifier le rôle de ces organisations de manière à ce que leur participation vienne renforcer les capacités de la Commission. Le secrétariat devrait déterminer leur statut avant le début de la session et examiner les demandes d'intervention afin d'éviter les abus et les répétitions. Les déclarations communes devraient aussi être encouragées afin d'économiser temps et ressources. Le secrétariat devrait appliquer scrupuleusement les principes énoncés dans la résolution 1996/31 du Conseil économique et social, afin de s'assurer de l'objectivité et de la représentativité des ONG participantes et

d'améliorer la coopération entre celles-ci et les délégations gouvernementales. Les cas d'utilisation abusive des procédures d'accréditation pour promouvoir des intérêts étrangers aux droits de l'homme devraient être immédiatement référés à un organisme intergouvernemental tel que le Comité des ONG à New York.

49. La Commission devrait par ailleurs continuer à développer les mesures de coopération, de consultation et de confiance en vue de renforcer son efficacité. Les décisions ainsi adoptées seront mieux acceptées et, par conséquent, mieux appliquées. À cet effet, les projets de résolution devraient faire l'objet de consultations aussi larges et transparentes que possible pour favoriser leur adoption par consensus.

50. Le Groupe asiatique continue de penser que la durée de la session de la Commission devrait être ramenée à quatre semaines. La biennalisation et le regroupement des points de l'ordre du jour, la réduction du nombre et de la longueur des résolutions, le strict respect des temps de parole sont autant de mesures qui permettraient de rationaliser le travail de la Commission. Il faudrait par ailleurs tout mettre en oeuvre pour assurer la distribution des documents suffisamment à l'avance. Préconisant depuis longtemps une restructuration profonde de l'ordre du jour de la Commission, le Groupe asiatique attend toujours que des mesures significatives soient prises pour réduire ou supprimer les chevauchements entre les divers points à examiner, les mécanismes existants et les documents soumis par ces derniers. Il estime en outre que les procédures de suivi de l'application des décisions prises n'ayant pas donné les résultats escomptés il faudrait adopter une démarche consensuelle plus susceptible d'inciter les gouvernements à coopérer qu'une démarche conflictuelle.

51. À cet égard, le Groupe asiatique se félicite du rapport du bureau de la cinquante-quatrième session sur la rationalisation des travaux de la Commission (E/CN.4/1999/104), qui contient des suggestions et des recommandations qui ont des incidences de grande ampleur sur la Commission, son bureau et ses mécanismes. Le Groupe asiatique, comme d'autres, a fait connaître ses vues sur le rapport. D'autres opinions seront formulées, notamment par des ONG. Tout cela témoigne de la volonté d'entamer un dialogue sincère pour tenter de dégager un consensus sur ces questions importantes. Le Groupe asiatique est favorable à l'établissement d'un groupe de travail intersessions à composition non limitée chargé d'examiner les conclusions du bureau et il est résolu à faire preuve de la plus grande coopération à cet égard.

52. M. SINGH (Inde), prenant également la parole au nom des délégations de 16 autres pays, soit l'Algérie, le Bangladesh, le Bhoutan, la Chine, Cuba, l'Égypte, l'Indonésie, l'Iran, la Libye, la Malaisie, le Myanmar, le Népal, le Pakistan, les Philippines, le Soudan et Sri Lanka, dit que les observations déjà formulées par la plupart de ces délégations dans le document E/CN.4/1999/120 au sujet du rapport du bureau de la cinquante-quatrième session sur la rationalisation des travaux de la Commission (E/CN.4/1999/104) témoignent de l'intérêt qu'elles portent à cette question. Ces délégations sont déterminées à débattre de manière franche et constructive de toutes les questions abordées dans ce document afin de parvenir à des résultats positifs et consensuels dans les meilleurs délais. Cela étant, il est essentiel de

s'entendre préalablement sur des modalités qui permettront à tous les États de contribuer efficacement à ce débat. À la session en cours, la Commission travaille sur la base d'un ordre du jour nouveau, qui n'a pas encore subi l'épreuve des faits. Elle devra également traiter d'un certain nombre de questions importantes et urgentes, telles que les préparatifs de la Conférence mondiale sur le racisme ou le rétablissement du consensus sur le droit au développement. En outre, de nombreuses propositions avancées par des représentants de la société civile méritent aussi d'être examinées avec soin. Dans l'intérêt même des droits de l'homme, il convient de faire justice à chacune de ces questions et de les étudier toutes de manière équilibrée. En tant que représentantes de pays en développement, les 17 délégations en question aimeraient contribuer efficacement à la promotion de l'universalité des droits de l'homme dans le cadre d'un effort collectif associant tous les pays du monde. Elles estiment à cet égard qu'il serait extrêmement difficile de prendre des responsabilités supplémentaires sans porter préjudice aux questions dont la Commission est déjà saisie.

53. En remettant son rapport, le bureau a rempli son mandat, qui consistait à soumettre des recommandations à la Commission à sa cinquante-cinquième session. Il appartient désormais à celle-ci de prendre une décision de fond, à l'occasion de l'examen du point 20, sur la suite à donner à ce document. Ainsi que l'a souligné le bureau dans son rapport, la rationalisation des travaux de la Commission ne peut se concevoir que dans le cadre d'une vision d'ensemble de son réseau d'organes subsidiaires. Par conséquent, il ne faut pas répéter les erreurs passées en s'engageant dans un examen sélectif de certaines questions qui conduirait à négliger les autres et à perdre de vue le tableau d'ensemble.

54. Pour toutes ces raisons, il serait utile que le rapport du bureau soit examiné de manière approfondie et transparente par un groupe de travail intersessions à composition non limitée afin de dégager un consensus, comme il est de tradition pour les questions qu'il n'est pas possible d'examiner en détail par manque de temps. Les arguments selon lesquels cette manière de procéder n'aboutira qu'à retarder les choses sont d'autant moins fondés que le processus de révision des mécanismes et des méthodes de travail de la Commission a déjà été enclenché avec la soumission du projet de résolution E/CN.4/1998/L.2/Rev.1 retiré par la suite, à la cinquante-quatrième session de la Commission. Les 17 délégations dont le représentant de l'Inde se fait le porte-parole, ont l'intention de présenter un projet de résolution demandant l'établissement d'un groupe de travail chargé d'examiner le rapport du bureau de la cinquante-quatrième session de la Commission et les autres propositions connexes, qui pourraient être synthétisées par le Haut-Commissariat aux droits de l'homme. Ce groupe de travail devrait également se pencher sur toutes les questions annexes, telles que la transparence dans les négociations, les méthodes de travail de la Commission, la participation des ONG ou la politique de recrutement du Haut-Commissariat, qui influent directement sur l'efficacité et le bon fonctionnement des mécanismes de la Commission.

55. M. CHOWDURY (Bangladesh) note un intérêt général accru pour les procédures de travail de la Commission, qui découle largement selon lui de la nécessité de mieux adapter la Commission et les mécanismes de protection des droits de l'homme aux nouvelles exigences auxquelles ils doivent répondre. La session en cours est l'occasion d'affirmer une volonté politique



authentique de rationaliser les travaux de la Commission pour rendre celle-ci plus cohérente, plus souple, plus créative et plus efficace à l'aube du prochain millénaire. Dans cette perspective, la délégation bangladaise s'associe à la déclaration faite par l'ambassadeur de Sri Lanka au nom du Groupe asiatique sur cette question. Toute réforme réelle de la Commission, qu'elle porte sur l'examen de fond des points de l'ordre du jour ou sur les méthodes de travail, doit viser à promouvoir les droits fondamentaux de tous sur un pied d'égalité, conformément à la Déclaration et au Programme d'action de Vienne, qui consacrent l'universalité, l'indivisibilité et l'interdépendance de tous les droits de l'homme. L'esprit de la Déclaration et du Programme d'action, qui repose sur l'objectivité, l'absence de politisation, la non-sélectivité et la transparence, doit accompagner les travaux de la Commission. Il est par conséquent essentiel que la Commission applique les mêmes critères lorsqu'elle condamne les violations des droits de l'homme, où qu'elles se produisent.

56. La Commission est malheureusement accusée par certains de manquer de cohérence dans ses décisions et de nourrir les affrontements stériles, ce qui nuit gravement à sa crédibilité. En réalité, c'est parfois le manque de consultation ou de dialogue qui est à l'origine de situations de non-respect, voire d'intransigeance, ce qui entraîne un cercle vicieux d'antagonisme et de non-coopération contraire à l'objectif recherché. Le projet de résolution E/CN.4/1998/L.2 et son annexe présenté à la session précédente visait simplement à souligner les avantages de la coopération, de la transparence et du consensus au sein de la Commission. La réflexion sur l'organisation des travaux doit être l'occasion de chercher à renforcer non seulement l'efficacité de la Commission, mais également sa crédibilité. Les recommandations formulées à cet égard par le bureau de la cinquante-quatrième session devront être soigneusement étudiées.

57. M. KESANG (Bhoutan) dit que la délégation bouthanaise attache une grande importance à l'amélioration des méthodes de travail de la Commission. Elle est convaincue qu'en mettant davantage l'accent sur la transparence, la coopération, le dialogue et la recherche du consensus, la Commission s'acquittera plus efficacement de la seule tâche qui est la sienne, à savoir contribuer à ce que les droits de l'homme deviennent une réalité pour tous.

58. Le rapport très complet du bureau de la cinquante-quatrième session sur la rationalisation des travaux de la Commission (E/CN.4/1999/104) ainsi que les propositions relatives à cette question faites par les États devraient être examinés de manière transparente et globale de façon à parvenir à une décision consensuelle. À cet égard, la délégation bouthanaise appuie pleinement la proposition faite par le représentant de l'Inde tendant à créer un groupe de travail intersessions à composition non limitée qui serait chargé d'examiner le rapport du bureau et les propositions connexes et espère que la Commission l'étudiera avec attention.

59. M. ALFONSO MARTINEZ (Cuba) dit que les vues de la délégation cubaine au sujet du rapport sur la rationalisation des travaux de la Commission ont été dûment reflétées dans la déclaration faite par le représentant de l'Inde au nom de 16 pays, dont Cuba. Il tient toutefois à préciser quelques points qui lui paraissent essentiels. Aucun point de l'ordre du jour, notamment le point 20, ne doit monopoliser l'attention de la Commission au détriment des

autres points. Par ailleurs, c'est uniquement en séance plénière qu'il sera possible d'examiner de manière approfondie et transparente la substance du document préparé par le bureau de la cinquante-quatrième session. C'est pourquoi la délégation cubaine a proposé formellement que l'on prévoie au moins une séance plénière supplémentaire pour examiner le point 20. Ceci n'exclut pas la possibilité d'organiser des consultations informelles sur la méthodologie qu'il conviendrait d'adopter pour analyser le rapport en question, notamment en ce qui concerne la procédure à suivre pour prendre des décisions sur les éléments de fond qu'il contient. La délégation cubaine considère pour sa part qu'il serait préférable de prendre ces décisions par consensus.

60. La délégation cubaine considère en outre que si la Commission veut renforcer son efficacité et améliorer la qualité de ses travaux, elle doit de toute urgence réformer ses méthodes de travail. À cet égard, elle souhaite qu'il soit tenu compte des propositions qu'elle a formulées lors de la précédente session et qui figurent dans l'annexe du projet de résolution E/CN.4/1998/L.2 soumis à la précédente session. Elle est disposée à collaborer pleinement avec toutes les autres délégations, afin de mener à bien la rationalisation des travaux de la Commission.

61. M. AKRAM (Pakistan) dit que dans le domaine des droits de l'homme, il y a toujours le risque de faire trop peu et trop tard. Le peuple cachemirien en sait quelque chose. Par ailleurs, la responsabilité de la Commission est si grande et les instruments internationaux si imparfaits que le risque existe également que des États, des groupes ou des organisations se servent des droits de l'homme à des fins partisans et desservent ainsi la cause qu'ils prétendent servir.

62. Quant au rapport sur la rationalisation des travaux de la Commission établi par le bureau de la cinquante-quatrième session, qu'il convient de remercier pour la tâche qu'il a accomplie, la délégation pakistanaise estime que la Commission doit l'examiner de manière approfondie et transparente et se prononcer par consensus sur les recommandations qui y sont formulées si elle veut que les mécanismes des droits de l'homme soient universellement reconnus et soutenus.

63. S'exprimant ensuite au nom des États membres de l'Organisation de la conférence islamique (OCI), le représentant du Pakistan rappelle que l'islam est une religion de paix, qui a énoncé le concept de droits de l'homme plus de 14 siècles auparavant. Les États membres de l'OCI jugent donc extrêmement préoccupantes les tentatives faites lors des sessions récentes de la Commission et de la Sous-Commission pour donner une fausse interprétation des principes divins de l'islam et présenter l'islam sous un jour aussi négatif que possible. L'OCI ne cherche en aucun cas à interdire le droit à la liberté d'expression, elle demande simplement qu'il soit exercé de manière responsable. C'est pourquoi elle prie instamment toutes les parties de ne pas attaquer les autres religions ou croyances mais de travailler dans un esprit de coopération et dans le respect des différents courants de pensée qui s'expriment au sein de la Commission.

64. L'OCI apprécie les efforts faits par les présidents des précédentes sessions de la Commission, notamment M. Selebi, pour introduire la transparence dans les travaux de la Commission. Il reste cependant encore beaucoup à faire pour atteindre cet objectif, notamment en ce qui concerne les projets de résolution concernant tel ou tel pays. Il conviendrait à cet égard d'associer le plus grand nombre possible de membres à la préparation des résolutions adoptées par la Commission. Celle-ci doit également s'assurer que les projets de résolution qui lui sont soumis sont établis dans le respect des deux principes énoncés par la Conférence de Vienne, à savoir la non-sélectivité et l'objectivité.

65. En ce qui concerne la participation des ONG aux travaux de la Commission, l'OCI espère que la Présidente veillera à ce que les règles établies soient dûment respectées. Étant donné par ailleurs que la plupart des délégations des pays membres de l'OCI comptent peu de membres et ne peuvent donc participer à tous les travaux menés par la Commission, il conviendrait que les consultations ou négociations sur les projets de résolution ou de décision soient annoncées au moins 24 heures à l'avance et que ces négociations et consultations soient organisées de façon à assurer la participation la plus large possible.

66. Enfin, l'OCI accueille avec satisfaction le rapport du bureau de la cinquante-quatrième session sur la rationalisation des travaux de la Commission. Elle est d'avis qu'une réforme de la Commission et de ses mécanismes s'impose et qu'il convient d'examiner de manière approfondie et globale toutes les propositions faites à ce sujet. L'OCI est convaincue qu'un groupe de travail intersessions à composition non limitée devrait être créé pour examiner toutes ces questions afin que des décisions puissent être prises par consensus.

La séance est levée à 12 h 55.

-----